

POINTS IMPORTANTS

Les services de garde à l'enfance lorsqu'ils sont de bonne qualité sont bons pour les enfants, mais lorsque leur qualité est médiocre, ils peuvent être nuisibles. Puisqu'une majorité de jeunes enfants au Canada sont confiés à un service de garde à l'extérieur du domicile, il est crucial d'opter pour la bonne formule.

- Les enfants, en tant qu'enfants, ont le droit de vivre des expériences positives au cours de leur petite enfance. Ces expériences précoces sont, par ailleurs, les assises de leur santé physique et mentale, de leur sécurité affective, de leur identité culturelle et personnelle et du développement de leurs habiletés.
- L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) insiste sur le fait que « soins » et « éducation » sont deux concepts inséparables et qu'à ce titre, un service de qualité destiné aux enfants doit comporter ces deux facettes.
- Le rapport de l'OCDE, *Petite enfance, grands défis*, prône une approche fondée sur l'accès universel aux services en portant une attention spéciale aux enfants qui ont besoin de soutien additionnel, notamment les enfants autochtones, les enfants défavorisés et les enfants à besoins particuliers.

Tous les enfants au Canada méritent d'être confiés à des services de garde de qualité : des milieux où ils vivent des expériences variées avec de nouveaux amis, où ils sont intégrés, appréciés, célébrés, soutenus, respectés et encouragés à s'amuser et où ils sont encadrés avec sensibilité et doigtée pour exprimer leur créativité, apprendre de nouveaux concepts et comprendre les règles de la vie courante.

OBLIGATIONS DU CANADA

En vertu de diverses ententes, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux au Canada se sont engagés à respecter le droit des enfants à des services éducatifs et de garde à l'enfance de qualité et abordables. Toutes ces ententes reconnaissent aux parents la responsabilité première de leurs enfants et aux gouvernements, le rôle d'assurer aux familles le soutien requis pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Les obligations du Canada en matière d'éducation préscolaire et de garde à l'enfance ont été décrites initialement en 1991 dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE).

En 2005, le Comité des droits de l'enfant de l'O.N.U. publiait *l'Observation générale no 7 (OG7) – Mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance*, laquelle interprète le droit à l'éducation durant la petite enfance comme un droit s'appliquant à la naissance et étroitement lié au droit des jeunes enfants au plein épanouissement. L'OG7 souligne que pour « garantir le plein respect des droits des jeunes enfants pendant cette période cruciale de leur vie [...], les États parties sont invités à adopter en faveur de la petite enfance des plans d'ensemble et des plans stratégiques avec un calendrier précis, dans le cadre d'une approche fondée sur les droits. Il est nécessaire pour cela d'accroître les ressources humaines et financières affectées aux services et programmes en faveur de la petite enfance ».

L'OG7 met également en relief les attentes à l'endroit du Canada et des autres parties prenantes de la CIDE en leur rappelant :

- que le droit à la survie et au développement ne peut être réalisé que de manière holistique, en mettant en œuvre toutes les autres dispositions de la Convention, notamment droits à la santé, à une



10 % de jeunes enfants et leurs familles vivent en situation de pauvreté



Il s'agit de la première génération de jeunes enfants dont une majorité est confiée à un service de garde extérieur au domicile



alimentation adéquate, à la sécurité sociale, à un niveau de vie suffisant, à un environnement sain et sûr et à l'éducation et aux loisirs;

- qu'ils ont l'obligation de contrôler et de réglementer la qualité des services pour garantir que les droits de l'enfant sont respectés et que son intérêt supérieur est pris en compte;
- qu'ils sont encouragés à mener des actions systématiques de formation aux droits de l'enfant à l'intention des enfants et de leurs parents.

CE QUE DIT L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU SUJET DU CANADA

L'O.N.U. est notamment préoccupée par le manque d'accès à des services éducatifs et de garde à l'enfance de qualité au Canada. En 2003, dans ses *Observations finales*, le Comité sur les droits de l'enfant encourageait le Canada à

- effectuer une analyse comparative à l'échelle des provinces et des territoires afin de cerner les variations au chapitre des services et leurs conséquences possibles sur ces enfants
- réfléchir à une approche coordonnée pour permettre à tous les enfants d'avoir accès à des services de qualité indépendamment de leur situation économique ou de leur lieu de résidence.

CONCLUSIONS

Plus des trois quarts des Canadiens croient que le manque de services de garde abordables est un problème sérieux au Canada. Les gouvernements canadiens ont fait des promesses et signé des ententes, mais ils n'ont toujours pas doté le pays d'un système universellement accessible de services éducatifs et de garde à l'enfance de qualité et abordables qui feraient progresser les droits des enfants.

APPEL À L'ACTION

1. **Élevez la voix** – parlez aux personnes qui vous entourent de ce déni des droits des enfants au Canada. Parlez-en à votre employeur, votre syndicat, vos voisins, vos amis, etc. Ensuite, rendez-vous sur *Nous Avons Besoin de Services de Garde* (www.weneedchildcare.ca/fr) et racontez votre histoire.
2. **Joignez-vous à d'autres militantes et militants au pays** – devenez membre dès aujourd'hui de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, de la Coalition of Child Care Advocates of BC ou de votre association provinciale de services de garde à l'enfance. Ensemble, nous pouvons provoquer du changement.
3. **Allez voter** – assurez-vous que le dossier des services de garde est un enjeu électoral à chaque élection fédérale, provinciale, territoriale ou municipale.
4. **Lisez et appuyez notre mémoire à l'O.N.U.** intitulé *Récit de deux Canada : application des droits dans le domaine de la petite enfance*. Vous le trouverez à www.acpsge.ca/resources/projects/CCisaRight.php

Les services de garde à l'enfance sont un **DROIT**

www.acpsge.ca | www.cccabc.bc.ca


Association canadienne
pour la promotion des
services de garde à l'enfance

COALITION OF
child care
advocates
OF BC



Les enfants et les jeunes âgés de moins de 18 ans représentent environ 20 % de la population et pourtant, près de 40 % des utilisateurs de banques alimentaires



Plus de la moitié des mères seules qui ont des enfants de moins de six ans vivent en situation de pauvreté

